

commerce et de la navigation. Dans la question des faillites, on a eu recours au même truc, qui consiste à faire commencer le tarif du revenu à 1874-75, pendant que les années antérieures sont laissées en blanc. Ce n'est pas ainsi que les choses devraient être, car elles sont ainsi de nature à produire de fausses impressions. En examinant le livre à la hâte, j'ai constaté ces erreurs, dont deux surtout sont assez graves, mais je crois que dans l'ensemble, ce volume contient des renseignements exacts. Le crédit demandé me paraît, cependant, élevé.

Sir CHARLES TUPPER: Je crois que les critiques de l'honorable député ont un peu de raison d'être, et bien que d'habitude on ne donne pas crédit pour ces genres de travaux à ceux des employés du gouvernement qui les ont préparés, j'ai cru devoir, dans mon discours sur le budget, en donner tout le crédit à M. George Johnson, le statisticien qui a compilé tous ces chiffres. J'espère que les honorables députés de l'opposition ne douteront pas de ma parole quand je leur dirai qu'à propos de la compilation de cette statistique, il n'y a pas eu la moindre consultation avec le gouvernement ni avec aucun de ses membres, et qu'aucune recommandation n'a été faite. Je crois que l'honorable député a fait voir lui-même que cette statistique, tout en n'étant pas aussi parfaite qu'elle pourrait être, est un moyen graphique de frapper les regards et de graver dans la mémoire, d'une manière plus frappante que la simple lecture des chiffres, et ce système constitue une véritable amélioration qui rend la statistique plus facile à retenir et plus attrayante pour ceux qui s'occupent de ces questions. Je n'ai aucun doute que M. Johnson, qui a compilé cette statistique et qui est seul responsable du mode adopté, verra la critique de l'honorable député d'Oxford-Sud, et des mesures seront prises pour remédier à toutes causes possibles de plaintes à cet égard.

M. MITCHELL: Ce document pour lequel nous payons \$3,000 peut être très utile, ou ne pas l'être. Mon impression personnelle est qu'un monsieur qui a été employé à la littérature électorale du gouvernement actuel dans les dernières élections générales, n'est pas un homme dont le public en général acceptera la statistique contenue dans ce livre.

Sir CHARLES TUPPER: A cette époque M. Johnson n'était pas un employé du gouvernement. C'est après qu'il a été employé qu'il s'est livré à ce travail. Il était alors parfaitement libre d'utiliser ses talents et ses aptitudes comme il lui plaisait.

M. MITCHELL: Nous savons qu'il a rendu de grands services à son parti aux dernières élections générales, et il n'est pas étonnant que M. Johnson soit devenu depuis un employé du gouvernement. Naturellement le parti l'a récompensé en le nommant à une position lucrative. Je désapprouve entièrement cette manière de dépenser les deniers publics. Le livre peut être précieux ou non—je ne lui trouve pas une grande valeur—c'est autant d'argent gaspillé; il se peut que le gouvernement ait pris ce moyen de récompenser M. Johnson pour les services qu'il a rendus au parti pendant les dernières élections générales. S'il l'a fait à un point de vue de parti, je n'ai rien à dire, car il y a une grande variété de moyens de dépenser les deniers publics, pour servir les intérêts du parti et avancer les affaires des partisans du gouvernement. Je ne me propose pas de trouver à redire à cela, du moment que le public est satisfait. Mais dépenser \$3,000 de cette façon, c'est un pur gaspillage, car personne ne lira le livre après l'avoir reçu, et tous le mettront de côté. Voilà ce que je pense de la valeur du livre de M. Johnson.

M. BOWELL: Je crois que l'honorable député d'Oxford-Sud (sir Richard Cartwright) verra que dans les rapports donnés aux pages 23 et 24, M. Johnson a indiqué les quantités de grains entrées dans le pays pour exportation. En

consultant les rapports du commerce et de la navigation de cette époque, bien que les tableaux n'étaient pas aussi clairs qu'ils le sont aujourd'hui, je vois qu'il y a une ligne pour les articles importés et une autre pour la quantité entrée pour la consommation intérieure. Je me rappelle qu'en conversant avec M. Johnson à ce sujet, alors que je cherchais à me renseigner sur la question que l'honorable député a soulevée quant à la quantité de céréales entrée pour la consommation durant une certaine période comparée à une autre période, nous avons pris les quantités particulières ainsi entrées, et nous en avons déduit celles qui avaient été exportées. Je suis porté à croire que l'honorable député, après examen, constatera que c'est ce qui a été fait dans ce livre, bien que je n'en sois pas certain.

Sir RICHARD CARTWRIGHT: Non, la raison en est évidente. Durant les autres années ces grains étaient admis en franchise, et il était parfaitement indifférent à la personne qui les importait qu'on déclare qu'ils étaient importés pour la consommation intérieure, ou importés pour ainsi dire en entrepôt, ou en transit pour traverser le pays. Voilà pourquoi ces chiffres sont trompeurs. L'honorable député verra qu'en 1874-75 on a importé 10,000,000 de minois; ce chiffre est tombé à 3,000,000 en 1878. L'honorable ministre sait que tel n'est pas le cas et que nous n'avons pas consommé les 10,000,000 en 1884-75. Nous avons exporté une très grande quantité du grain américain, comme on le verra en consultant les tableaux du commerce et de la navigation pour ces années; mais nous ne nous sommes pas vantés de l'avoir importé dans ce but. C'était, je l'admets, une erreur facile à commettre.

Je ne dis pas que M. Johnson n'a pas cité exactement les rapports du commerce et de la navigation—il l'a fait; je ne dis pas qu'il a trompé les documents officiels, car il ne l'a pas fait. Il a donné les documents officiels tels qu'ils étaient; mais par suite des circonstances que je viens d'expliquer, ces documents ne donnent pas une idée exacte de l'état du commerce. On nous fait importer pour \$32,000,000 en 1873 et 1874, et on nous fait tomber ensuite à \$13,000,000 pour 1877 et 1878. Cela peut être techniquement exact, mais c'est inexact en réalité. Nous n'avons pas consommé toutes les marchandises. La plus grande partie n'a fait que traverser le pays pour être exportée.

M. BOWELL: Cela est parfaitement vrai.

M. JONES (Halifax): Je partage l'opinion de mon honorable ami le député de Northumberland (M. Mitchell). Je ne vois pas de quelle utilité est cette statistique pour la Chambre et pour le pays. Il me semble que toute personne désireuse de se renseigner sur la statistique du pays, a à sa disposition les documents officiels, auxquels elle peut se fier beaucoup plus qu'à tous les ouvrages de M. Johnson. La Chambre sera naturellement portée à accueillir avec beaucoup de réserve tout document préparé par M. Johnson, parce que c'est un fait bien connu qu'il consacre une bonne partie de son temps à préparer des documents pour servir aux discours des députés de la droite. Pendant la session, il m'est arrivé d'entendre dire plusieurs fois que M. Johnson préparait des travaux statistiques pour l'honorable député du Cap-Breton, et que c'est lui qui a recueilli tous les chiffres que l'honorable député a ensuite communiqués à la Chambre. Il n'y a pas de doute qu'il a aussi fait le même travail pour d'autres. On nous a même laissé entendre qu'il est le célèbre auteur du célèbre moyen employé par le ministre des finances pour réduire notre dette avec une aussi heureuse facilité.

Sir CHARLES TUPPER: Je profiterai de l'occasion pour informer l'honorable député que je n'ai jamais échangé un mot avec M. Johnson à ce sujet, et je ne sais pas qu'il s'en soit occupé un seul instant.

M. JONES (Halifax): Alors l'honorable monsieur n'a pas bien gardé son secret, car, trois ou quatre jours avant